



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
d'Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'exploitation,
dans l'installation de stockage de déchets non dangereux située à
CHATUZANGE LE GOUBET exploitée par la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES,
d'une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane
réinjecté dans le réseau de distribution de gaz naturel**

**La préfète de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses livres I et V, articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2510, 2515, 2517, 2760, 2791, 2921 et 3540 de cette nomenclature ;

Vu le décret du 30 juin 2021 nommant Mme Elodie DEGIOVANNI, Préfète de la Drôme, à compter du 19 juillet 2021 ;

Vu le décret du 06 novembre 2020 nommant Mme Marie ARGOUARC'H, Sous-Préfète, Secrétaire Générale de la Préfecture de la Drôme ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, en particulier son article 12-II qui précise : « *Lorsque le biogaz est utilisé dans des véhicules en tant que carburant de substitution ou réinjecté dans le réseau de distribution de gaz, le biogaz est épuré selon les normes en vigueur. Les effluents gazeux issus de l'épuration, s'ils contiennent plus de 5 % de méthane, subissent une oxydation préalablement à leur rejet dans l'atmosphère.* » ;

Vu le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes, adopté le 19 décembre 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-08-002 du 8 juillet 2020 portant institution de servitudes d'utilité publique au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 portant autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux située à CHATUZANGE LE GOUBET et exploitée par la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES, en particulier, son article 1.1.1 qui précise que la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES est autorisée à exploiter une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 juillet 2021 modifiant la date de mise en exploitation de l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux susvisée ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2021 modifiant la capacité maximale annuelle, pour l'année 2021, de l'installation de stockage de déchets non dangereux sus-visée ;

Vu le dossier de porter à connaissance du 15 avril 2022 présenté par la société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES, portant sur un projet d'exploitation, sur le site de l'installation de stockage de déchets non dangereux susvisée, d'une unité d'épuration de biogaz avec réinjection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel ;

Vu les avis favorables formulés sur le projet susvisé, par le conseil municipal de CHATUZANGE LE GOUBET et le Service Départemental d'incendie et de secours de la Drôme ;

Vu le courriel du 9 août 2022 dans lequel la société ONYX AUVERGNE-RHÔNE-ALPES s'engage à prendre les dispositions demandées par le Service Départemental d'incendie et de secours de la Drôme ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 7 septembre 2022, établi sur le projet sus-visé ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant et sa réponse favorable le 15 septembre 2022 ;

Considérant que le projet d'exploitation d'une unité d'épuration de biogaz avec réinjection de biométhane dans le réseau de distribution de gaz naturel n'est pas une extension mais un projet destiné à valoriser différemment qu'actuellement une partie du biogaz généré par l'installation de stockage de déchets non dangereux située à CHATUZANGE LE GOUBET ;

Considérant que le projet sus-visé n'est pas soumis à déclaration ou autorisation au titre d'une rubrique de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que le projet sus-visé n'est pas de nature, selon les éléments du dossier présenté, à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION de la Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

L'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi modifié :

« La société ONYX AUVERGNE-RHONE-ALPES (ONYX ARA), dont le siège social est situé Immeuble Le Chrysalis 2-4 avenue des Canuts 69 120 VAULX-EN-VELIN, est autorisée à exploiter, sous réserve du respect des prescriptions figurant dans le présent arrêté, dans son établissement situé sur le territoire de la commune de CHATUZANGE LE GOUBET, Papelissier, 810, chemin des Taillandiers :

- Une extension du casier de stockage de déchets non dangereux désigné H, puis de nouveaux casiers de stockage de déchets non dangereux désignés I et J.*
- Une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour, de traitement d'effluents liquides non dangereux.*
- Une unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel .*

Des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, par arrêté préfectoral n°2018-1361 du 21 décembre 2018, en application du code du patrimoine, la réalisation des travaux de réalisation des casiers I et J est subordonnée à l'observation préalable de ces prescriptions.

Cet établissement comprend notamment les installations détaillées dans les articles suivants. »

Article 2

L'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi complété :

« L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane pour injection dans le réseau de distribution de gaz naturel est disposée, aménagée et exploitée conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sauf incompatibilité, elle respecte également les plans et données techniques contenus dans le dossier de porter à connaissance du 15 avril 2022 ».

Article 3

Le paragraphe III de l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi modifié :

« III. Les équipements de destruction du biogaz, ainsi que l'oxydateur thermique utilisé dans le cadre de l'exploitation de l'unité d'épuration de biogaz, sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³ ;

CO : 150 mg/Nm³.

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité mentionné à l'article 2.1.5. du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les concentrations en polluants sont exprimées par m³ rapportées à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) à 11 % d'oxygène.

Les valeurs limites de rejet s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'effluent contrôlé, de l'appareil utilisé et du polluant, et voisine d'une demi-heure. »

Article 4

Le tableau figurant à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi modifié :

| N° de conduit | Installations raccordées | Puissance électrique en sortie ou capacité | Combustible | Hauteur | Diamètre en sortie | Vitesse mini d'éjection |
|---------------|---------------------------------------|--|-------------|---------|--------------------|-------------------------|
| N° 1 | Moteur de valorisation électrique | 840 kW | Biogaz | 9 m | 280 mm | 25 m/s |
| N° 2 | Moteur de valorisation électrique | 840 kW | | 9 m | 280 mm | 25 m/s |
| N° 3 | Moteur de valorisation électrique | 840 kW | | 9 m | 280 mm | 25 m/s |
| N° 4 | Moteur de valorisation électrique | 1400 kW | | 11,99 m | 365 mm | 25 m/s |
| N° 5 | Unité de combustion sans valorisation | Débit de traitement : 1 500 m ³ /h | | 8,5 m | 2000 mm | |

| | | | | | | |
|------|---------------------------------------|-------------------------------------|--|-------|---------|--|
| N° 6 | Unité de combustion sans valorisation | Débit de traitement : 1 000 m³/h | | 6,5 m | 1600 mm | |
| N°7 | Oxydateur thermique | 788 kW | Événements gazeux des unités membranaires et cryo-distillation liées à l'épuration du biogaz | 5,9 m | 600 mm | |

Article 5

L'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi complété :

« L'unité d'épuration de biogaz avec production de biométhane est dotée à minima des moyens de lutte suivants contre l'incendie :

- À une distance maximale de 150 m de l'unité, d'un PEINA* d'une capacité minimale de 30 m³.
- d'aires normalisées d'aspiration à proximité des PEINA, conformément au chapitre III du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie, approuvé par l'arrêté préfectoral n°26-017-02-23-003.

Le PEINA doit être signalé conformément à l'article III.6.2 du règlement sus-mentionné, et référencé auprès de la base de données cartographique opérationnelle sous système d'information géographique du SDIS de la Drôme.

(*) PEINA : Point d'eau d'incendie naturel ou artificiel. »

Article 6

Le paragraphe « Contrôle des rejets gazeux canalisés » de l'annexe 6 de l'arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020 susvisé est ainsi modifié :

« Contrôle des rejets gazeux canalisés »

• Les équipements de destruction du biogaz, ainsi que l'oxydateur thermique utilisé dans le cadre de l'exploitation de l'unité d'épuration de biogaz, sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement, s'ils fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Les paramètres à analyser sont les suivants : SO₂, CO.

Les équipements de valorisation du biogaz sont contrôlés annuellement par un laboratoire agréé. Les paramètres à analyser sont les suivants : poussières, NO_x, CO, COVNM, CH₄.»

Article 7

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 8

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de CHATUZANGE LE GOUBET pendant une durée minimum de un mois.

Le maire de CHATUZANGE LE GOUBET fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9

La Secrétaire générale de la préfecture de la Drôme, le maire de CHATUZANGE LE GOUBET et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Valence, le **21 SEP. 2022**

La Préfète,

Pour la Préfète, et par délégation
La Secrétaire Générale

Marie ARGOUARC'H

